

Les expériences de Conservation International liées au partenariat pour la croissance verte en République Démocratique du Congo : Cas de l'approche paysage dans le Maiko –Tayina – Kahuzi-Biega

Titre de l'Intervention

Conservation International (CI) est impliquée depuis 2002 dans l'approche « développement verte » (*Low-emissions development*, ou LED) à travers son programme « Conservation des Ecosystèmes Forestières en Afrique Centrale » (CAFEC) qui est en fait l'émanation des Phases I et II du « Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale » (CARPE). Le Programme CARPE en soi visait déjà le premier résultat intermédiaire relatif à la gestion durable des paysages forestiers et au résultat intermédiaire relatif au suivi évaluation des ressources naturelles et des forêts avec comme outils la planification de l'utilisation des terres et le suivi des grands mammifères et le suivi du couvert forestier.

Le grand objectif stratégique est de réduire la déforestation sous-entendu aussi les émissions dues à la déforestation et la dégradation forestière, ainsi que la perte de la biodiversité à travers le renforcement des capacités aux niveaux local, national et régional.

Dans le cadre de CAFEC, CI tente de mettre en œuvre l'approche LED dans le paysage Maiko-Tayina-Kahuzi Biega (MTKB) à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). (Voir carte à droite). Le paysage est vaste, avec une superficie d'environ 10.600.000 hectares (ha). Dans le paysage se trouve l'habitat de plusieurs milliers hectares des forêts primaires de montagne, des espèces endémiques et pares telles que les Gorilles de Plaines de l'Est et les Chimpanzés, ainsi que des valeurs culturelles uniques des ethnies locales.



Carte du paysage MTKB

Les activités réalisées dans le cadre du LED

CI a réalisé dans ce paysage plusieurs projets - activités avec plusieurs partenaires très souvent identifiés en fonction de leur spécialité - connaissance des problématiques et du terrain - de leur reconnaissance juridique – de leur engagement à la conservation et surtout en fonction de leur rôle en étant agent de déforestation et d'érosion de la biodiversité. Selon leur apport dans la contribution à la

protection des habitats – des forêts et des espèces de la biodiversité. Et enfin selon leur droit d'usage ou de propriété des ressources. Les quelques activités sont entre autres :

1. Le renforcement des capacités des tous les acteurs étatiques, de la société civile locale, du secteur privé et des communautés locales sur les questions de zonage, de la REDD et autres sujets liées à la gestion des ressources naturelles ;
2. La gestion durable des ressources naturelles et le développement de la planification de l'utilisation des terres et du zonage forestier en partenariat avec les services étatiques, les gouvernements provinciaux et les acteurs des Ministères de l'Environnement, le secteur privé (comme les sociétés minières) et les exploitants artisanaux ;
3. Le monitoring des ressources naturelles et du couvert forestier et de la viande de brousse ;
4. La conservation de la biodiversité et la gestion des aires protégées avec la création des corridors sur une approche de gestion communautaire de la conservation qui a augurée la création d'une grande plate forme communautaire pour la conservation des Gorilles à l'Est de la RDC (UGADEC). Celle-ci est devenue un partenaire incontournable dans la lutte contre la perte de la biodiversité, la réduction de la déforestation et des émissions travaillant directement sous contrat de prestation avec CI ;
5. Les projets liés à la réhabilitation du Parc National de la Maïko, l'appui aux Réserves Naturelles de Koko-Lopori et Tayna pour créer les conditions habilitantes et développer les outils de gestion durable en partenariat avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), les communautés locales, les associations de conservation locales et les ONGs internationales ;
6. Le projet REDD+ développé dans les deux réserves naturelles gérées à base communautaires : Tayna et la Réserve Protégée de Kisimba-Ikobo (RPKI), en partenariat avec l'UGADEC et ses deux associations communautaires aînées la Réserve Communautaire des Primates de Bakumbule (RECOPRIBA) et la Réserve des Gorilles de Tayna (RGT), ainsi que les ministères provinciaux et centraux liés à la gestion des ressources naturelles.

Construction des partenariats et de leurs contributions a succès

Partenaires	Rôle	Contributions	Résultats clés produits
UGADEC	Plate forme communautaire réunissant 9 associations dans x territoires mettant en œuvre le concept de conservation communautaire	Appui à l'animation des communautés à la conservation pour leur structuration et exécutant sont activités de conservation et de réduction de la déforestation sur terrain dans les terres coutumières des communautés	<ul style="list-style-type: none"> • xxx ha des forêts sous gestion durable sous forme de réserve et jouant le rôle de couloir écologique entre les Parcs de Maïko et Kahuzi-Biega, assurant la transhumance des Gorilles des Plaines de l'Est et des éléphants • Promotion de la culture de la gestion durable et de conserver les écosystèmes
Les Associations de l'UGADEC	<ul style="list-style-type: none"> • Conduire la sensibilisation locale pour la gestion durable des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la réserve • Protection des espèces et des forêts éléphants à travers l'aide des patrouilles locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection de xx ha (RGT et RPKI) – suivi des agents et facteurs de déforestation • Renforcement des capacités locales • Contrats de gestion avec les associations

(Spécialement RGT et RECOPRIBA)	<ul style="list-style-type: none"> • La création des espaces protégés • L'importance de la biodiversité • Réaliser sur terrain les activités REDD 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la connaissance à travers des recherches sur le stock de biomasse • Le suivi biologique • Gestion du développement au profit des communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Appropriation • Nombre des patrouilles effectuées • Changements dans certains milieux de forme d'agriculture avec des pratiques durables.
La société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle de sensibilisation sur le paysage au niveau communautaire • Plaidoyer au niveau des autorités • Identification des nouvelles zones à fort potentiel de biodiversité • Travail de capacitation et de création des zones protégées avec les communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre le trafic illégal des spécimens vivants de grands singes et réinsertion dans le sanctuaire de Kasuho • Identification et création des nouvelles réserves vers intombwe au Sud Goma (Bukavu) • Etablissements des inventaires de faune • Structuration des communautés locales en comites de gestion des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer • Confiscation des espèces vivantes détenues • Plusieurs conflits résolus entre communautés locales • Capacités renforcées • Communautés engagées dans la protection et conservation • Appuis dans l'agriculture durable • Création d'au moins une zone protégée • Des comités de dialogue établis et bien structures parlant et décidant de la gestion des ressources naturelles
Les ONG internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Membre du consortium comme partenaires thématiques • Appui direct aux associations communautaires de l'UGADEC 	<ul style="list-style-type: none"> • Apport financier • Apport d'expertise technique • Interventions de terrain renforçant les associations locales et les communautés • La recherche • La documentation sur le site • Le plaidoyer auprès des autorités 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins x millions investis • Au moins x millions d'ha des forêts sous gestion durable sous forme de CBNRM et aires protégées • Informations sur les indicateurs de la santé des écosystèmes et de la biodiversité • capacités des acteurs locaux et gouvernementaux renforcées • Les plans de conservation des espèces régionaux et nationaux mis en œuvre • Alimenter les indicateurs des plans et stratégies nationaux de biodiversité • Existence d'un consortium des parties prenantes
Les ministères et autres services Etatiques	Gestionnaire et propriétaires des terres et des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • A travers des comites de pilotage au niveau des projets, ils ont fournis des appuis et recommandations. • Comités scientifiques pour les recherches (ex : étude socio-économique REDD+ pour alimenter l'enquête MISC III) 	Implication des ministères comme formateurs, dans des comités de pilotage (projet REDD+), partie prenante dans le processus de développement du land use plan et appuis dans les zones à risque
Le secteur prive	Exploiter des zones pour des fins de production économiques et de commercialisation	Ils n'ont pas trop contribué aux activités du programme. CI n'a pas su suffisamment approcher et impliquer encore ce secteur et pourtant très clé et capital en matière de réduction des émissions vue la part activité qu'il représente dedans.	Pas de résultat encore observe dans ce volet
L'Université du TCCB	Former sous bourse d'études les étudiants des terries et des communautés ayant décidé de conserver et de protéger les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Former et informer les fils des terriens et des communautés • Usine de production de la science et de la recherche par exemple sur le carbone 	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs étudiants formés • Centre de traitement et laboratoire de traitement des données des études • Organiser la recherche forestière et publier les résultats dans le cadre de stock de

		<ul style="list-style-type: none"> • Les plantes et la faune • Sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • biomasse • Estimation du carbone et les aspects biologiques
--	--	--	--

Conclusion et leçons apprises sur les forces et faiblesses

Comme le démontre ce tableau qui n'est pas exhaustif, réaliser les activités pour conduire au processus LED exige une gamme des partenariats solides et efficaces à tous les niveaux. CI s'est engagé dans cette démarche. Il est vrai qu'il reste encore du chemin surtout au vu des leçons apprises et de la nouvelle orientation politique et stratégique prise en matière de mettre en œuvre le HSS.

De cette démarche nous pouvons retenir les leçons apprises suivantes ;

- ✓ La stratégie de partenariat développée par conservation international s'est focalisée plus sur l'approche projet et non programme et elle a été une stratégie faite au cas par cas. Adopter une approche par programme et dans le long terme avec une bonne vision stratégique peut être très bénéfique pour les activités et le programme;
- ✓ Le secteur privé surtout dans le paysage représenté des agents non négligeable en matière des émissions dues à la transformation des terres. Cependant le programme les a pas suffisamment implique dans la démarche ;
- ✓ Le fait de promouvoir les associations locales communautaires dans un partenariat indépendant d'égal à égal sous un contrat de travail est une bonne chose pour encourager l'appropriation et l'engagement de ces dernières dans la LED. Cependant la démarche peut être proie à l'échec si les capacités techniques et managériales ne sont pas si bien renforcées et surtout si celles-ci sont déchirées par des conflits intra et inter communautaires et que l'influence des leaders et des élites n'est pas prise en mode gestion ;
- ✓ Un partenariat franc et poussé avec les agences étatiques et les autres ministères aussi outre que l'environnement consolide le message de protection et du LED et encourage l'appropriation. Les comités de pilotage mis en place ont fourni le cadre par excellence de discuter les orientations politiques, techniques et sécuritaires pour les activités. Il a aussi permis d'assurer l'arrimage des activités du programme aux instruments et planifications nationaux ; et,
- ✓ Les communautés même engagées elles mêmes dans un effort de conservation communautaire pour la perspective LED se voient démotivées de poursuivre en l'absence des alternatives et des incitations de développement. Mais attention aussi car des financements et paiements à leur disposition peuvent aussi créer ou renforcer des grandes fractures sociales et perdurer en escalade certains conflits.

En perspective, CI compte renforcer son attention avec le secteur privé ; renforcer la participation des agences gouvernementales dans son consortium ainsi que rehausser l'attention et la contribution de la société civile.